



le quotidien

rouge

journal d'action communiste

JEUDI 25 AVRIL 1974
NUMERO 4 - 1 Franc
DIRECTEUR: Daniel Bensaïd

GISCARD MENT!

Décidément, Giscard efface Chaban. Long à se mettre en jambes, il trouve le rythme, tandis que la crécelle bordelaise remuante et lourde, fatigue son auditoire. Giscard, c'est la campagne à l'américaine, avec Hymne, badge et chiffres en main. Sérieuse et compétente.

Pliant dans le sens du vent, épousant pour mieux les étouffer les revendications populaires, il a même la prétention de faire du social.

Anne-Aymone, sa femme, envoyée comme ambassadrice électorale dans les prétendus TOM et DOM, vient même à la rescousse : « Cela fait vingt ans que je dis à mon mari que les prix montent. Il me dit que les prix du panier de la ménagère ne sont pas les seuls qui comptent. Pourtant, depuis quelques temps, il est d'accord avec moi pour trouver que les prix montent trop. ». Elle a pas une tête à l'avoir porté souvent le panier de la ménagère, Anne-Aymone ; sinon elle aurait mis moins de vingt ans à le convaincre, son ministre d'époux !

Prometteur, racoleur, Giscard ment.

Il ment pour le passé. Les études réalisées par ses propres services établissent la croissance des inégalités sociales sous le règne de la Vème République. Giscard se tait et enjôle après coup, oubliant la grève des mineurs de 63, les accidents du travail, la grève générale de 68, riposte à sa politique d'austérité.

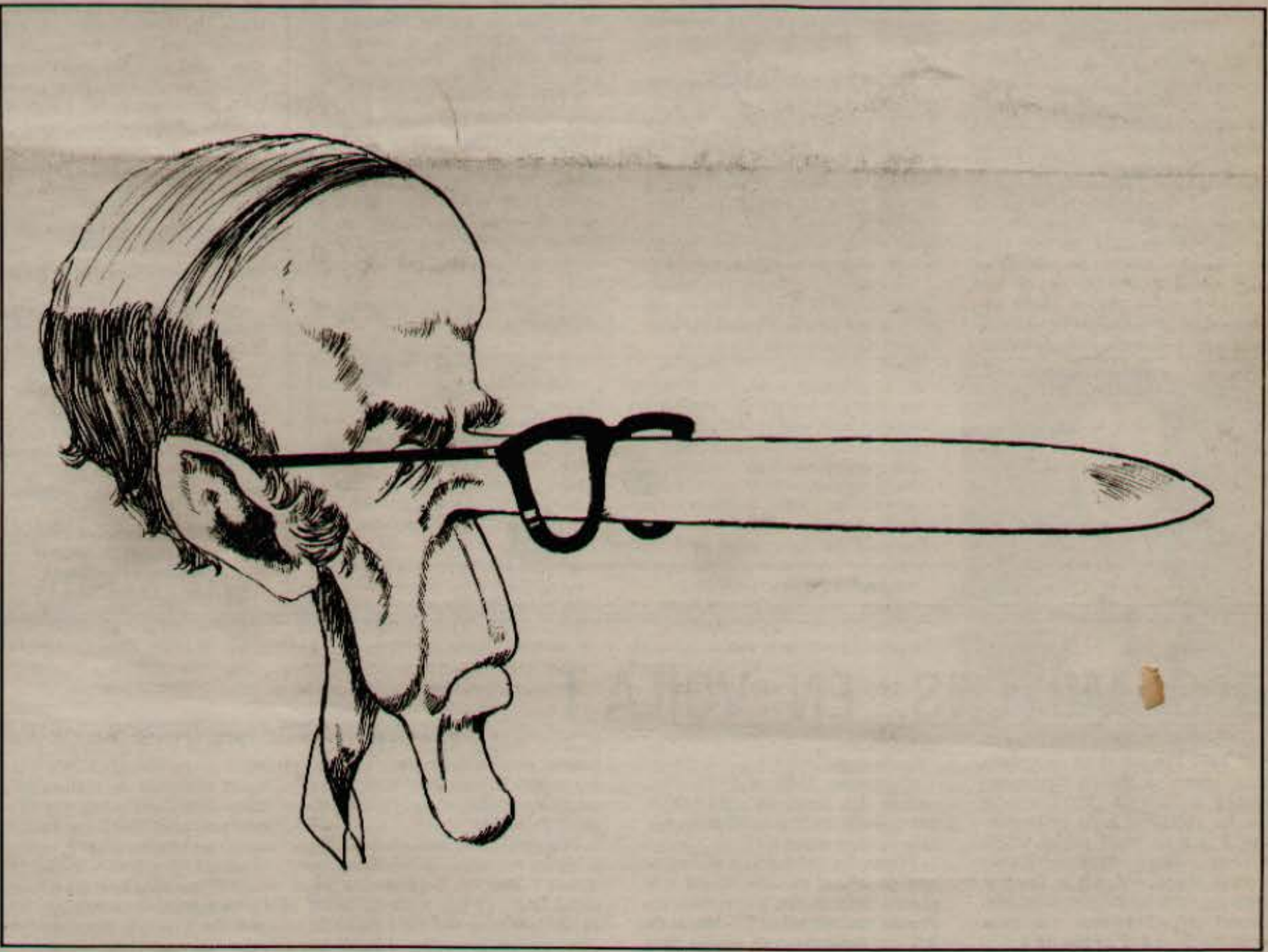
Il ment pour le présent en annonçant moins de 10 % d'augmentation annuelle des prix, alors que ses propres services tablent sur 14 à 16 %.

Il ment pour l'avenir en alignant de vagues promesses. 20 F par jour pour les vieux ? On ne vit pas avec ça ! Et rien de précis sur les salaires. Rien sur la durée du travail. « Je sens qu'entre vous et moi passe un certain courant » a-t-il déclaré à Rouen. Un courant d'air, oui. Du vent, son plan social !

Quel que soit le président élu, nous exigeons 1500 F de salaire minimum ! La suppression de la TVA, gabelle de notre temps ! La suppression de tout impôt sur les salaires inférieurs à 1500 F ! Et quarante ans après les accords Matignon qui donnaient les 40 heures, l'abaissement immédiat à 35 heures de la semaine de travail !

Ce « social » là n'est pas celui du ministre des Finances.

« Cela fait vingt ans que je dis à Valéry que les prix montent ».
Anne Aymone Giscard d'Estaing



EXCLUSIF :
Expulsé du Chili dimanche dernier après avoir été torturé Pierre Rieben témoigne :
« Depuis mars, la répression s'est encore aggravée » (P. 7)

La parole est à Djellali Kamel, candidat immigré (P. 3)

Le rapport confidentiel dont Giscard ne parle pas (P. 2)



Giscard

Un rapport confidentiel du ministère des Finances le prouve :

EN FRANCE, LES INEGALITES SOCIALES S'AGGRAVENT

Giscard n'en parle pas

Pour Giscard, il n'y a pas grand chose à changer dans la société française. Il devrait, pour s'en faire une autre idée, lire par exemple le rapport que le CREDOC (Centre de Recherche et de Documentation sur la Consommation) et le ministère des Finances viennent de terminer sur les inégalités en France.

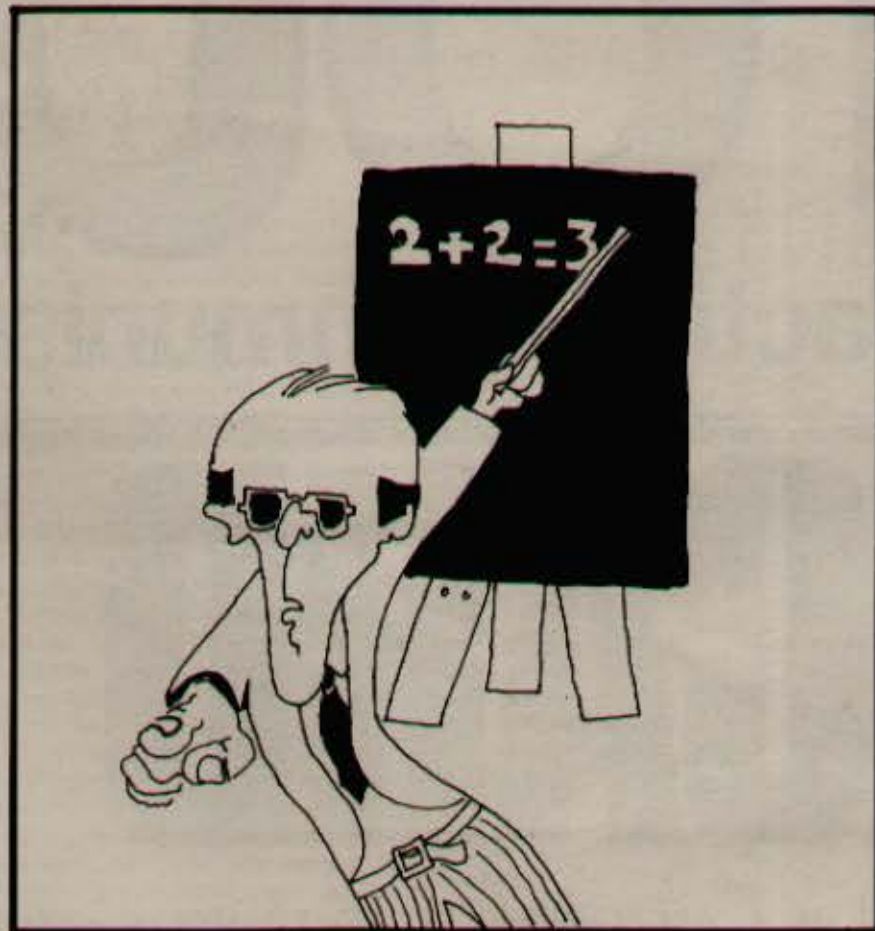
Ce rapport, il n'est pas question pour Giscard de le publier ; il accable les responsables de la politique sociale en France. Dommage que les travailleurs des Finances aient jugé autrement que leur ministre : ce rapport, nous l'avons. Il confirme, chiffres à l'appui, que la France est un des pays les plus inégalitaires du monde, un de ceux où les riches sont les plus riches et les pauvres les plus pauvres. Preuve de ce que chacun éprouve chaque jour : non seulement les inégalités ne se réduisent pas en France, mais beaucoup

s'aggravent.

Celles qui concernent les travailleurs immigrés ne gênent guère Giscard : ils ne votent pas. Voilà pourquoi sans doute il n'attache pas d'importance au fait que ces travailleurs qui représentent moins de 10 % du total des salariés, subissent près de 25 % des accidents du travail graves.

On lit par exemple dans ce rapport, sur la formation permanente : « Une source importante d'inégalités pourrait être constituée par l'éducation permanente, tout au moins à ses débuts. Comme cela se produit pour la plupart des innovations, les classes aisées sauront en bénéficier sans doute mieux que les autres, pour de multiples raisons ».

En résumé : la formation permanente, c'est fait pour les cadres, pas pour les ouvriers. Ceux-ci s'en étaient d'ailleurs déjà aperçus !



Dans leur conclusion, les auteurs indiquent que « parmi les inégalités entre les classes sociales, il y a la mortalité infantile, l'accès à l'enseignement secondaire et supérieur, le logement. Parmi les inégalités qui ont augmenté d'ampleur : l'inégalité du niveau de vie en fonction du nombre d'enfants, la durée du travail, les salaires ouvriers entre les plus qualifiés et les manœuvres »...

Les travailleurs ne luttent pas pour l'abolition des inégalités entre les classes sociales, mais pour l'abolition d'une société divisée en classes. A ce titre, ils savent les limites d'une telle description. Mais nous saurons nous en servir, comme de tous les autres rapports, notes et études confidentiels, que les travailleurs peuvent soutirer à leurs patrons, dans les entreprises et les administrations.

C. PIERROT

VALERY SOCIAL D'ESTAING !

Après le discours de Strasbourg, il fallait aller un peu plus loin. Giscard a beau bien parler, on finissait par s'apercevoir du vide insondable de ses discours. Les objectifs sociaux de Giscard sont ceux d'un candidat qui ne se fait aucune illusion : rien pour les travailleurs qui, Giscard le sait bien, voteront quoi qu'il arrive contre lui. Le social de Giscard s'adresse aux vieux, aux malades, aux mamans, aux petits patrons, aux cadres... bref à ses électeurs éventuels.

Pour les vieux : 20 Frs par jour dans 15 mois. C'est-à-dire qu'avec l'inflation, ils toucheront à l'été 75 une somme équivalente à 16 Frs actuels...

Pour les femmes, ce que propose Giscard est dérisoire, à la mesure d'une politique dont le résultat est que depuis 1949, le pouvoir d'achat des allocations familiales n'a augmenté que de 5 %. Pour lui d'ailleurs rien à redire puisqu'il se contente d'augmenter l'allocation de salaire unique, ce pourboire des femmes au foyer qui passerait de 120 Frs à 150 Frs environ.

Sûr que les femmes salariées seront nombreuses à vouloir rester chez elles pour en profiter ! Le reste est à l'avenant !



DES MOYENS, EN VOILA !

Giscard se découvre social. Il promet 1200 Frs par mois aux vieux pour vivre... à deux ! Mitterrand promet le SMIC à 1200 Frs parce que les 1500 Frs, jugés indispensables il y a un mois par la CFDT seraient « démagogiques ». Giscard attaque Mitterrand sur le financement du programme commun. Mitterrand répond qu'avec une croissance de 3 ou 4 % au lieu de 6 %, il faudra certes étaler dans le temps les mesures sociales (les 40 heures, plus tard...), il cherche à présenter une gestion « saine » de l'économie (capitaliste). D'ailleurs, dans une tribune au Monde du 15 février, Deferre ne s'indignait-il pas : « On doute que nous soyons meilleurs gestionnaires de la société capitaliste que la droite conservatrice elle-même » ! Et Mitterrand de renchérir : regardez Brandt, Wilson, Don Huyl, Golda Meir, Kreisky, ils appartiennent à la même internationale socialiste que moi !

Pourtant, des moyens, il y en a. A condition de les chercher où ils

sont !

Savez vous...

1) qu'entre 1962 et 1970, l'ensemble des branches industrielles ont travaillé en France 20 % au-dessous de leurs capacités ?

2) que les ordinateurs et l'automatisation servent essentiellement à la gestion interne des entreprises, en France comme ailleurs ? Moins de 3 % des ordinateurs en service dans les pays capitalistes servent à automatiser la production !

3) qu'entre 1967 et 1971 on a détruit en France 619 000 tonnes de fruits et légumes ? Alors qu'on meurt de faim dans le monde et que la ménagère connaît le prix des tomates et des pommes de terre sur son marché !

4) qu'une famille moyenne aux Etats-Unis dépense 2500 f par an seulement pour les emballages des produits, et qu'un phénomène analogue se développe en France ?

5) que les dépenses de publicité prévues pour 1975 par le VIème Plan atteindront 8,5 milliards de

francs ? Soit le double des crédits publics pour la recherche, le triple des crédits publics pour la santé, la moitié des dépenses des familles en médicaments !

6) qu'en 70, on évaluait à 92 milliards les dépenses de la défense nationale ? Soit 4,4 % du produit national brut ! Ce qui place la France au sixième rang des pays du pacte atlantique en la matière, derrière les Etats-Unis, la Grande Bretagne, le Portugal, la Grèce et la Turquie (tous modèles de démocratie...)

7) que la totalité des entreprises françaises, inclus les mastodontes aux profits fabuleux, ne participent que pour 8 % aux ressources du budget, les petits contribuables (travailleurs) et les impôts indirects rapportant beaucoup plus ?

Ce, grâce au système qui permet aux entreprises de déduire une partie de leurs investissements de l'impôt sur les sociétés, et de retrancher de leurs bénéfices imposables les déficits, souvent fictifs, de leurs filiales.

8) qu'il y a 8 morts par jour, par accident de travail ? Qu'il y a plusieurs centaines de milliers de chômeurs, alors que la besogne ne manque pas pour améliorer l'enseignement, les hôpitaux, les équipements sociaux ? Que 1,75 % seulement du produit national brut est consacré à la recherche scientifique, contre près de 5 % aux dépenses militaires ? Et que l'abaissement massif du temps de travail, l'automatisation prioritaire des tâches abrutissantes, libéreraient des milliers et des milliers de cerveaux pour trouver des moyens nouveaux et inventer un nouveau mode de vie !

Il y a un an, Mitterrand chiffrait à 15 milliards annuels le coût du programme commun à l'échelle nationale. Si l'on hésite à égratigner le capitalisme, c'est beaucoup ! Si on prend les moyens où ils sont, ce n'est rien ! A condition bien sûr d'exproprier et non pas de racheter les grands trusts comme l'ITT (ce que proposent les rédacteurs du programme commun) !

pointes rouges

LES COMMISSARIATS DE LA MORT (suite)

Les parents de Vincent Recco, mort dans la nuit du 17 au 18 avril dans les locaux de la P.J. à Marseille, ont décidé de porter plainte contre X pour homicide involontaire et se sont constitués partie civile. Le père du jeune homme a déclaré qu'il contestait les conclusions de la première autopsie pratiquée, qui parle d'œdème pulmonaire : il a produit un certificat médical du médecin de famille, attestant que Vincent n'avait jamais souffert de troubles cardiaques ou neurologiques. Il a ajouté que s'étant rendu à la morgue le 18 avril, « il a constaté que son fils avait la narine gauche écrasée, une balafre sur le côté, une marque bleuie profonde au poignet droit et avait les parties rouges et enflées ». Les avocats de la famille exigent une nouvelle autopsie. Si la police a les mains propres dans cette affaire, pourquoi a-t-elle attendu quatre jours pour rendre la nouvelle publique ? Comment explique-t-elle les traces constatées sur le corps de Vincent ? C'est en tombant dans sa cellule qu'il s'est fait tout ça ? A moins que comme pour Jean-Pierre Thévenin on n'apprenne qu'il a tenté de s'échapper par une lucarne...

LYON

Jeudi 18 : 2000 participants à l'INSA pour la projection du film. Mardi 23, à l'initiative du groupe « Femmes en lutte » de la fac, le film « Histoire d'A » est projeté avec le soutien de l'AMR, LO, AJS, UNEF (UGEC-AJS), SGEN-Sup, SNESup, SNB-CFDT, CGT-FEN de la faculté devant 1000 personnes. Pas de trêve dans la lutte contre la loi de 1920 !

ALEXANDRE LE BIENHEUREUX

Alexandre Sanguinetti, est de puis longtemps, député de l'une de circonscriptions de Toulouse.

Or, il y a quelques années, se crée à Toulouse le « Centre régional d'Informations et d'études sociales » (CRIES).

Cette société n'est qu'une couverture. Son rôle exact : organiser la collecte des fonds pour l'UDR. Son président n'est autre que François LAURENS, en 73, chargé de mission au cabinet de Bernard Pons, secrétaire d'Etat à l'Agriculture.

La tactique est la suivante : des entreprises payaient au C.R.I.E.S. des « études » bidons, dont elles déduisaient le montant de leurs frais généraux. Et les sommes recueillies allaient directement... dans les tiroirs-caisses de l'UDR. Plusieurs entreprises ont été fort complaisantes dans cette affaire : la société PASCAL de Grenoble, LOGE-PYRENEES de Toulouse, entre autres... La première aurait refilé à l'UDR la coquette somme de... 500 millions d'AF, grâce à l'obtention du marché de plus de 4000 logements à Chanteloup-les-Vignes, dans les Yvelines.

LES COLONIALISTES

La femme de Giscard d'Estaing est partie hier pour la Guadeloupe et la Martinique représenter son mari dans la campagne présidentielle, accompagnée de Jean-Pierre Soisson, député-maire d'Arras. Ce dernier n'a pas hésité à résumer la politique de Giscard d'Estaing pour les TOM-DOM dans la formule « développement économique dans le cadre de la République française ». Giscard d'Estaing estime en effet que « c'est avec une grande légèreté » que le Programme commun reconnaît « le droit à l'autodétermination des TOM-DOM » qui « font partie intégrante de la République française et doivent le demeurer sans ambiguïté ». Soisson, quant à lui, affirme « qu'ils entendent d'ailleurs le rester, comme ils l'ont confirmé lors des scrutins précédents ».

« POUR QUE LES TRAVAILLEURS IMMIGRES PUISSENT SE FAIRE ENTENDRE »



Après la mort de Pompidou, parmi les nombreuses candidatures à la présidence qui se déclaraient, celle de Djellali Kamel avait une signification particulière. Ce candidat immigré était présenté par les travailleurs pakistanais, mauriciens et arabes en grève de la faim pour l'obtention de la carte de travail. Ils devaient par ailleurs appeler à la constitution d'un Front des Immigrés. Le candidat immigré interviewé par « Le Quotidien Rouge » nous a expliqué pourquoi les travailleurs immigrés ont pris cette initiative et comment ils vont la mettre en pratique.



notre place. On a voulu échanger l'expérience des luttes et se donner les moyens de réfléchir sur les buts de notre lutte. (...) Parce qu'on sait très bien que l'ennemi bourgeois prépare des plans contre nous et pas seulement en France, mais sur le plan européen.

Comment cette campagne va-t-elle s'organiser ?

Nous allons appeler toutes les organisations françaises qui veulent nous soutenir. Nous avons déjà pris la parole dans des meetings d'organisations et nous sommes prêts à le faire chaque fois que c'est possible. Mais surtout, nous avons pris nous-mêmes en mains cette campagne. Nous organisons des meetings, des discussions entre travailleurs français et immigrés, des débats dans les usines (Citroën), dans les foyers multinationaux, dans les bidonvilles, pour que les problèmes des 3 millions d'immigrés soient réellement posés.

MEETINGS DU FRONT DES IMMIGRES

Jeudi 14 h Faculté de Vincennes
Préaux du 18ème du 23 au 30 avril
Nanterre 3 mai, 5 rue de Torcy
Fos-sur-Mer le 3 mai

Quels sont les thèmes que vous allez développer lors de cette campagne d'explication ?

Nous avons décidé de poser des questions à Mitterrand car il représente plusieurs mouvements de travailleurs français. D'abord, est-ce qu'il est prêt à nous donner immédiatement la carte de travail. C'est très important parce que sans carte de travail on ne peut pas changer d'emploi, on est attaché au patron par un contrat de travail d'un an et on ne peut donc pas lutter de peur d'être licenciés, donc de perdre nos papiers et d'être expulsés. C'est pour cela que nous voulons obtenir la carte de travail immédiatement.

Mais ce n'est pas le seul problème : est-ce que Mitterrand est prêt à nous donner tous les droits, c'est à dire tous ceux que les travailleurs français ont obtenus par leurs luttes, en les payant de leur sang.

Enfin, en Europe, les capitaux et les capitalistes circulent librement, et nous, nous enrichissons cette Europe, mais nous n'avons pas le droit de circuler, nous sommes assignés à résidence. Si on a un contrat à Paris, on doit rester à Paris. Si on a un contrat à Bruxelles, on doit rester à Bruxelles. Il y a un contingent d'immigrés fixé pour chaque



Quel est le sens de cette candidature et pourquoi créer aujourd'hui un front de l'immigration ?

Dès l'annonce de la mort de Pompidou, nous avons été surpris de voir que les gens et certaines organisations qui nous soutenaient se sont bloqués sur cet événement et ne parlaient que des élections, de la position à adopter par rapport à elles. Et nous, on était oubliés. Alors (...) nous avons présenté un candidat sous le nom de « Djellali Kamel l'immigré ». Djellali, c'est le nom de ce jeune Arabe de 17 ans abattu par un conciergé raciste, Kamel est le nom d'un camarade militant arabe expulsé. Je ne me présente pas comme individu mais pour que tous les travailleurs immigrés puissent se faire entendre. L'écho que cette initiative a provoqué nous a déjà permis de remporter une petite victoire : un contrat d'un an et une carte de séjour d'un an.

Et le front des immigrés ?

(...) Aujourd'hui, nous savons que l'unité des travailleurs immigrés est nécessaire. Pendant la grève de la faim, le gouvernement bourgeois a essayé de nous diviser. Il a dit : je prends des mesures exceptionnelles pour les travailleurs pakistanais et mauriciens, mais rien pour les travailleurs arabes. Mais ils ont bien vu qu'un front des immigrés auquel participent des mouvements de différentes nationalités : Sénégalais, Africains, Portugais, Espagnols, était créé et que nous ne leur donnerions pas l'occasion de nous diviser parce que nous avons commencé à nous regrouper et à comprendre que la lutte doit se mener sur tous les fronts.

Un colloque s'est réuni le week-end dernier à Marseille des travailleurs immigrés ayant participé à différentes luttes. Pourquoi ce colloque ?

Il s'est tenu à Marseille car c'est là le point chaud du racisme : attaque du consulat d'Algérie, assassinats de travailleurs arabes. C'est de là qu'est partie l'idée de la grève générale anti-raciste du 14 septembre appelée par le Mouvement des Travailleurs Arabes. Tous ces travailleurs réunis avaient dans la tête cette idée qu'on doit prendre nos luttes en mains et ne faire confiance à personne pour le faire à

Arlette « SEULE FEMME CANDIDATE »

Samedi soir dernier et mardi à 1 heure, nous toutes qui avons vu et écouté Arlette Laguiller à la télé, nous avons vibré ! Nous, femmes, employées, ouvrières, mères au foyer, étudiantes, enseignantes, nous militantes du MLAC avons enfin pu clamer publiquement notre révolte contre cette société qui fait de nous des « immigrées » de l'intérieur, des êtres sous-développés, des propriétés privées, des dépendances de..., des objets plus ou moins charmants... Ouf ! Une femme a pu dénoncer le scandale de l'avortement clandestin, l'importance de la lutte pour la libération de l'avortement et de la contraception. Enfin, une militante a pu parler à la télé devant des millions de téléspectateurs de la lutte que mène le MLAC depuis plus d'un an, car Rocard, lui,

n'avait pas trouvé le moyen de dire un mot du MLAC en 2 heures de débat foireux sur l'avortement.

Ces interventions d'Arlette montrent, nous semble-t-il, une évolution de Lutte Ouvrière. Car, avant la campagne Lutte Ouvrière ne participait pas ou peu aux comités de base du MLAC et considérait souvent qu'il s'agissait là de problèmes « petits-bourgeois ». Lutte Ouvrière ne comprend pas plus actuellement l'importance d'un mouvement autonome des femmes qui lutterait sur ses propres revendications en liaison avec le mouvement ouvrier. Mais nous espérons vivement que, le premier pas étant fait, nos camarades de L.O. militeront avec nous dans le MLAC et les groupes femmes.

CHLOE



FIDELE A SON HISTOIRE



1886 : Aux Etats-Unis, les travailleurs font du 1er mai une journée nationale de lutte pour l'obtention de la journée de 8 heures et la limitation du temps de travail. Le 3 mai à Chicago, la police tire sur ceux qui continuent la grève : 6 morts. Le lendemain : meeting de protestation, affrontements. La police arrête 6 militants syndicalistes, le juge les condamne à la pendaison. Le 1er mai devient la journée internationale des travailleurs.

1936 : Le premier mai tombe entre les deux tours des élections législatives. Au premier tour, le 26 avril la réaction a reculé. Les travailleurs sentent de grands changements à leur portée et veulent faire du 1er mai une journée de luttes, une journée « de combat et d'espérance ». Grèves, manifestations : ce le fut.

Et loin de nuire à la victoire électorale, cette mobilisation populaire la favorisa.

1969 : de Gaulle battu au référendum d'avril se retire. Le 1er mai coïncide avec le début de la campagne présidentielle. Pour ne pas troubler la trêve électorale, les directions syndicales annulent toute manifestation. Seuls, les révolutionnaires descendent dans la rue.

Cette année, Séguy, Maire, Marangé, appellent les travailleurs à déserrer la rue, à faire du 1er mai une fête champêtre inoffensive à la Courneuve. C'est une insulte à la mémoire des martyrs de Chicago, à la tradition ouvrière, ce premier mai fétard et saucissonard. L'histoire du premier mai, n'est pas l'histoire d'une fête. L'Allemagne hitlérienne a fait du 1er mai une « fête » légale. Et si le 1er mai 37 fut décrété chômé par le Front populaire, c'est la loi du 12 avril 1941, sous Pétain qui voulut neutraliser le 1er mai en en faisant « La fête du travail et de la Concorde sociale »

Pour nous, le 1er mai des travailleurs reste fidèle à son histoire. Jour de grève initialement, journée de rue, journée internationale de bataille contre les exploités ! Et si, à l'origine du 1er mai, on trouve

la bataille pour la journée de 8 heures, près d'un siècle plus tard, la semaine de 35 heures doit être un mot d'ordre central. Pour un premier mai de combat et d'espérance, qui rassemble les forces travailleuses avant les élections, et les organise pour les luttes post-électorales. !

Aix : appel CGT CFTD dans la rue !

Pour le 1er mai, il paraît que « les conditions sont requises pour faire une puissante manifestation » (secrétaire de l'UL-CGT dans une interview au quotidien local du PC).

Nul n'en doute, et les révolutionnaires se félicitent de cet appel. Gageons qu'à Aix nombreux seront les manifestants du 1er mai qui se poseront des questions sur l'attitude de la CGT et de la CFTD au niveau national.

L'AMR a rejoint l'appel des organisations révolutionnaires à un 1er mai de lutte, dans la rue.

LA DEMOCRATIE QUI S'AVANCE

Nanterre : Le PCF organisait mardi soir un meeting avec E. Fajon sur le thème « Un programme commun, un candidat commun ». Une douzaine de militants du Comité de Soutien à la Lutte Révolutionnaire du Peuple Chilien et 3 camarades du FCR diffusaient leur propagande à l'extérieur. Les rapports avec les JC, cordiaux au début, changèrent du tout au tout avec l'arrivée du maire (PC) Sandmond : « Débarrassez-moi de tout ça » ! Le service d'ordre s'avance. Les journaux Chili et Rouge sont arrachés, dispersés, déchirés. Les crachats et les coups commencent à pleuvoir sur les militants révolutionnaires. Plusieurs camarades de la CGT et de la CFTD sont frappés. Deux militants du SNI sont rudoyés et jetés à terre, roués de coups.

Les C.D.R. font un procès à la commission femmes C.F.D.T. de l'O.R.T.F.

Lors d'une exposition sur les femmes à la Maison de la Radio en juin 1973, la Commission femmes (CFTD) de l'ORTF avait immédiatement réagi à l'émission de télévision consacrée au congrès des C.D.R.. La Commission dénonçait comme pétainistes les « valeurs traditionnelles de l'Etat » que les C.D.R. appellent à restaurer : armée, famille, patrie. Cet ordre moral, cheval de

bataille des C.D.R., Royer, aujourd'hui s'en est fait champion, mais les C.D.R. sont plus ou moins directement financés par toutes les fractions de la majorité gouvernementale, Giscard compris (cf. « Canard enchaîné » du 24-4-74). Soutenons la Commission femmes de l'ORTF dans sa lutte contre la croisade « ultra » des C.D.R. à laquelle T.V. et radio font largement place.

« CE QUE LES FEMMES PREFERENT » de Jean-Pierre Bisson au Théâtre des Amandiers de Nanterre 60, rue Greuze — 92 - Nanterre Tél : 204 18. 81

« Ne pas être présent, ces intrus à un théâtre de Nanterre, c'est ignorer par paresse un événement essentiel » Michel Cournot. « le Monde »

deux femmes témoignent

« LA VIE AU FOYER, PARLONS EN »

Hier midi à la radio, Alain Krivine donne la parole à deux femmes en lutte : Colette, militante syndicale aux Chèques Postaux, Irène, une des fondatrices du MLAC.

ALAIN : Depuis qu'elles ont gagné le droit de vote en 1945, les femmes font l'objet de toutes les attentions : qu'elles restent à leur place, mais tout de même qu'elles votent bien ! Tous les arguments sont bons, sauf un : il ne faut pas parler de leurs luttes. Voter, oui ! S'organiser pour lutter, non ! C'est si peu « féminin »...

Colette, membre des Groupes Taupes Rouge, militante syndicale, tu es une de ces nombreuses travailleuses qui aujourd'hui participent à des grèves contre leur surexploitation, tu travailles dans un centre de Chèques Postaux.

COLETTE : Oui, dans ce qu'on appelle une entreprise à main d'œuvre féminine. Nous sommes 10 000 femmes. Les hommes sont presque tous des cadres. Nous faisons un travail de comptabilité, organisé à la chaîne. C'est monotone, abêtissant. Le soir, on en sort complètement vidées.

ALAIN : Les femmes sont en premier touchées par le chômage. Comment se pose le problème de l'emploi aux PTT ?

COLETTE : Contrairement à ce qu'on pourrait croire, les femmes aux PTT, même si elles sont titulaires, n'ont pas de garantie de l'emploi. Si elles ont un enfant, qu'est-ce qu'elles peuvent faire ? Il n'y a pas de crèches aux PTT, et ce n'est pas facile d'en trouver dans son quartier. Certaines sont obligées de se séparer de leur enfant et de l'envoyer en province chez les parents. D'autres le gardent, mais les horai-

res ne coïncident pas. Porter le gosse chez la nourrice à 5 heures et bosser à 7, faut le faire...

IRENE : Et ces salaires dérisoires sont souvent acceptés parce que le salaire de la femme est considéré comme un simple appoint à celui du mari, puisque la véritable place de la femme c'est d'être au foyer !

COLETTE : La vie au foyer, parlons-en ! C'est, aussitôt la porte refermée, faire sa lessive, faire son ménage, s'occuper des gosses, cavalier aux courses, et en plus... être toujours souriante et aimable, à la disposition du mari !

La vie privée, c'est surtout des milliers de femmes qui n'ont pas le temps de prendre un journal, pas une minute à elles. Elles n'ont pas le temps de vivre !

ALAIN : Tant que les tâches domestiques seront réservées aux femmes comme si elles étaient nées pour ça, les femmes auront de fait un statut inférieur aux hommes. La solution, ce n'est pas le travail à mi-temps où la femme n'a aucune sécurité d'emploi, et est toujours l'esclave du foyer. Quant au soi-disant salaire maternel, ce n'est qu'une prime à l'esclavage domestique.

C'est pourquoi nous luttons pour des services gratuits de qualité : pour des crèches en nombre suffisant, gratuites, ouvertes 24 heures sur 24 ; des laveries collectives gratuites dans chaque quartier : il est aberrant avec les moyens actuels que des centaines de milliers de femmes fassent à la même heure la lessive chacune dans leur coin.

Les services collectifs, c'est une chose. Mais il faut aussi exiger que les tâches domestiques soient partagées entre les hommes et les femmes, et pour cela refuser toute discrimination depuis les jeux d'enfants jusqu'à la formation professionnelle.



Contrairement à ce que dit le PCF, les femmes ne seront pas des êtres à part entière tant qu'elles auront une double journée de travail, tant qu'on considérera que les tâches nobles reviennent aux hommes et les autres aux femmes.

Si la femme n'en peut plus, elle ne peut même pas songer à divorcer : pas d'argent pour payer un divorce, pas les moyens de vivre. C'est pourquoi nous avançons la revendication du divorce comme simple formalité gratuite, avec garantie d'une formation professionnelle pour la femme et d'une allocation jusqu'à ce qu'elle trouve du travail, avec l'allocation que nous demandons par ailleurs pour chaque enfant. C'est vraiment une revendication élémentaire, comme celles de l'avortement et de la contraception.

IRENE : Et pour l'avortement comme pour le divorce, la situation n'est pas la même pour toutes les femmes. Celles qui ont de l'argent peuvent toujours trouver un médecin, en France ou à l'étranger, pour interrompre leur grossesse dans la sécurité. Pour les autres, c'est toujours la peur, le risque : une jeune femme de 26 ans est venue mourir à l'Hôpital de Créteil il y a une semaine. On trouve les femmes majeures pour voter mais pas pour décider de leurs maternités.

C'est pourquoi nous luttons avec et dans le MLAC pour l'avortement et la contraception libres et remboursés pour toutes, y compris les mineures. C'est à la femme de décider, à elle seule. Evidemment, ce n'est jamais par plaisir qu'une femme avorte. Pour l'éviter, entre autres, il faut qu'elle ait rencontré la contraception. Or les femmes

n'ont pas d'information sur la contraception, elles ont une contre-information. On leur dit que la pilule donne le cancer ou des enfants anormaux, contrairement à toute réalité scientifique. Et pourquoi tous ces mensonges ? Parce que la pilule, ça permet de faire l'amour pour le plaisir, n'en déplaise à M. et Mme Royer...

COLETTE : Mais aujourd'hui, des femmes s'organisent pour aborder entre elles tous les problèmes de leur oppression dans la société actuelle, ces problèmes considérés jusqu'ici comme des problèmes tabous, des problèmes de vie privée.

IRENE : Ces groupes se forment dans les quartiers, les entreprises, les lycées, les facultés, les femmes prennent conscience que ce que chacune d'entre elles croyait être un problème unique, individuel, est le problème de toutes, et que c'est en s'organisant collectivement qu'elles peuvent lutter.

Ce sont des femmes qui ont fait éclater au grand jour le problème de l'avortement. Aucune organisation ouvrière, même révolutionnaire, n'a réellement pris en charge la lutte contre l'oppression des femmes avant que des femmes n'aient commencé à le faire elles-mêmes. C'est pour cela que faire des promesses aux femmes sans souligner la nécessité qu'elles s'organisent ensemble, c'est faire de la démagogie. Demain aussi, pour construire un socialisme qui ne soit pas une caricature, la mobilisation des femmes sur leurs exigences, leurs luttes pour les imposer, pour remettre en cause tous les rapports de domination, seront indispensables.

la campagne des révolutionnaires MEETINGS

FCR JEUNESSE SCOLARISEE PARIS

25 avril :
12 h 30 Lycée St Louis
16 h 30 Lycée Henri IV
16 h 00 Fac de Bobigny
15 h 00 Fac de Necker

FCR VILLES QUARTIERS

25 avril :
Caen avec A. Krivine
Toulouse, Troyes,
Orsay les Ulis Maison pour Tous
20 h 45
Corbeil 20 h

25 avril :
Tours Fac des Sciences 18 h

6 avril :
Tours St Symphonien 20 h 30
Beffroi ou Salle Sécurité Sociale
Place de la Tranchée

26 avril :
Tours Meeting SCRIPTION ROUGE
Fac des Lettres 20 h 30
« SEXE ET REVOLUTION »

26 avril :
Lyon avec A. Krivine
St Mammés (77) Mairie 20 h 30
Angers, Alençon

27 avril :
Nantes avec A. Krivine

MONTPELLIER

Plus de 300 personnes dont de très nombreux jeunes travailleurs ont assisté mardi soir au meeting du FCR de soutien à la candidature révolutionnaire d'Alain Krivine.

NANCY

Assistance record à Nancy où 1500 personnes, en majorité des travailleurs, ont assisté au meeting du FCR mardi soir. Alain Krivine y a expliqué comment la « candidature de F. Mitterrand est ambiguë, il cherche des voix à la fois à gauche et à droite ». La voie choisie par Mitterrand est une impasse pour les travailleurs.

C'est la première fois dans cette ville de garnison, qu'un militant du Front des Soldats, Marins et Aviateurs Révolutionnaires en uniforme et le visage couvert d'un masque, a pu prendre la parole.

comités de soutien GRASSE

Un comité de soutien à la candidature d'Alain Krivine vient d'être constitué à l'appel du Comité Rouge et du cercle ORA. Un premier tract central a été diffusé sur les usines et les lycées de Grasse.

VILLENEUVE-VALENTON

Un comité de soutien à la candidature d'Alain Krivine a été constitué. Un appel public, signé de cheminots, hospitaliers, postiers, enseignants, travailleurs des assurances et des bureaux d'études, en tout 25 personnes a été lancé et diffusé à 5000 exemplaires.

MEETING LUTTE OUVRIERE

Jeu 25 avril
Dijon, Palais des Sports, 20 h 30

MONTPELLIER

A l'appel du MLAC de Montpellier, 400 militants sont intervenus mardi soir dans le meeting que tenait Royer le-maitre-de-son-corps dans la ville.

ENSEIGNANTS DU TECHNIQUE

La Taupe Rouge CET organise une réunion-débat
VENDREDI 26 avril à 20 h
à Jussieu Tour 34 (itinéraire fléché)
« Les révolutionnaires, les élections et les perspectives de lutte... »



souscription

La campagne des révolutionnaires, la bataille du « QUOTIDIEN ROUGE » nécessite de l'argent, beaucoup d'argent. Les révolutionnaires n'ont ni caisse noire, ni fonds secrets. Ils ne peuvent compter que sur le soutien financier des travailleurs et des sympathisants. Engageons la bataille financière après la bataille politique.

OBJECTIF : 500.000 F

CCP - PARIS 4501/42
à l'ordre de Pierrette Chenot.

VOUS VERREZ LEURS BINETTES...



gencives sensibles

Après l'émission de TV avec André, Jean et Violette :



PASSAGES RADIO (FRANCE-INTER)			
VENDREDI 26	19h 20	A. KRIVINE	(9 minutes)
	12h 05	A. LAGUILLER	(18 minutes)
PASSAGES T.V.			
JEUDI 25	13h 05	A. LAGUILLER	(8 minutes)
	20h 35	A. KRIVINE	(9 minutes)
SAMEDI 27	13h 05	A. KRIVINE	(8 minutes)
	20h 35	A. LAGUILLER	(18 minutes)

« Après quoi le camarade Krivine et ses invités nous ont parlé trotskyste (en V.O.). Bref, une soirée indigeste »

Jacques-Arnaud Penent
« Le Quotidien de Paris »

« Trois militants dont une militante au visage de fraîche ingénue, répondant au prénom évocateur de Violette, mieux faite pour la réplique du petit chat qui est mort que pour souhaiter la déconfiture de la société bourgeoise »

« L'Aurore » J.-M. Saint Ouen

« ...s'appelle Violette et qui fait grève au Crédit Lyonnais. C'est une très belle Antigone du genre pétroleuse triste... L'autre figurant est un

mineur de fond des bassins de Lorraine, qui nous entretient évidemment des méfaits de la silicose, de l'asthme bronchial et du peu d'argent que versent en compensation à leurs victimes les « assassins patronaux ».

« Le Figaro », N. Chatelain

Et pour finir, ce petit relent pas raciste pour deux sous :

« A la fin des 18 minutes qui lui avaient été assignées, il nous a promis de revenir très prochainement sur l'écran pour nous faire entendre, cette fois, les voix et les contestations des travailleurs immigrés. On peut se demander sous quel sigle et à quel parti il sera obligé de faire affilier ces étrangers pour la circonstance... »

LE FICHAGE DES FRANÇAIS

● Dans le plus grand secret, une opération était en cours pour coordonner et connecter au moyen de puissants ordinateurs, les différents fichiers existants. Il aura fallu des fuites dans la presse pour que soit connu le projet « Safari » (système automatisé pour les fichiers administratifs et le répertoire des individus) : installation rue Jules Breton (Paris 13ème) de quatre ordinateurs IRIS 80, destinés à opérer ce regroupement. Un tel système aurait plusieurs avantages :

— donner un seul « identifiant » par individu. Ce serait le Numéro National d'Identification, créé en 1941 sous Vichy, et qui sert déjà pour la Sécurité Sociale.

— accélérer le traitement des fichiers : les flics sont débordés par leur cent millions de fiches réparties dans 400 fichiers en France (RG, DST, PJ), pour leur 300 000 fiches « de personnes recherchées »

— faciliter la lecture des fichiers : des terminaux pourraient, dans toute la France, être reliés à l'ordinateur central.

Outre les dangers évidents de centralisation de la répression, l'introduction de l'informatique et la connection des fichiers a d'autres « avantages » : on imagine ainsi un organisme pouvant

avoir accès à un fichier d'adresses bien tenues à jour (celui de l'EDF par exemple) pour mettre rapidement à jour ses propres fichiers. N'est-ce pas Messieurs du SAC ? On sait d'autre part que Chirac est très intéressé par un regroupement du fichier national du remembrement, du cadastre, de la direction nationale des Impôts, du ministère du travail (Renault dispose déjà, par exemple, d'une base de « données » établies à partir d'un fichier du personnel).

Après la découverte de ce projet Safari, le pouvoir a du faire machine arrière : fin mars 74, Messmer écrivait à tous les Ministères pour leur interdire toute correction de fichiers avant qu'une Commission des Sages — mise en place pour la circonstance — ne finisse ses travaux. Belle manière de noyer le poisson. Aucun militant politique ou syndical dans cette commission, dont les travaux ne seront pas rendus publics, et qui supplante une « commission informatique » du ministère de la Justice dont le président Adolphe Touffait (procureur général à la cour de cassation) déclarait le 9 avril 73 : « La dynamique du système qui tend à la centralisation des fichiers risque de porter gravement atteinte aux libertés, et même à l'équilibre des pouvoirs politiques ».



Fichiers

■ Une bande magnétique (imaginez une bande de magnéto de 700 m de long) permet de stocker quarante millions de caractères, et peut se dérouler en cinq minutes.

Un bon lecteur de cartes perforées (fichiers anciens) ne peut avaler en une minute que 1000 cartes de 80 caractères, soit 400 000 caractères en cinq minutes. Soit cent fois moins.

Un décret illégal

■ Le 31 mai 72, le gouvernement décide par décret de grouper les trois fichiers créés en juin 70 sur les infractions aux règles de circulation. Deux de ces fichiers dépendaient exclusivement du Ministère de la Justice : le premier portait sur les condamnations relatives à la circulation, les condamnations affectant la détention du permis de conduire (détenus en semi-liberté). Le second était un classement des conducteurs selon le danger de leur comportement. Le décret du 31 mai est illégal, car il regroupe ces deux fichiers avec le fichier administratif du Ministère de l'Intérieur. Or la loi limite expressément aux seules décisions administratives le pouvoir de centralisation du ministère de l'intérieur ».

Rosny-sous-bois

■ Dix millions de fiches déjà rassemblées. Parmi elles, le fichier juif du régime de Vichy.

Questions du syndicat de la magistrature

○ Le 13 avril, le Syndicat de la magistrature a envoyé un questionnaire à tous les candidats sur l'informatique et les libertés.

En préambule, le Syndicat précise qu'il intervient en sa « double qualité de magistrats garants des libertés selon la constitution et de syndiqués qui nous sommes heurtés à des entraves aux libertés ». Le questionnaire porte sur l'extension de l'informatique dans l'exploitation des fichiers : ceux-ci « ne sont pas une invention récente, mais leur traitement manuel limitait singulièrement leur danger. L'introduction de l'informatique et le stockage des données sur support magnétique permettent un grand développement de la quantité des renseignements recueillis et une grande rapidité d'exploitation. Plus qu'une différence de degré, c'est une différence de nature ». En conclusion, le Syndicat note que « tout se prépare ou est prêt pour regrouper et recouper toutes les informations dont l'Etat peut disposer sur un individu. Il n'est pas difficile d'imaginer les usages qui pourraient en être faits et pas seulement dans un domaine policier ».

Cinq questions sont posées : la création, la connection de fichiers magnétiques sur des personnes relèvent-elles de la loi ? Faut-il faire un inventaire de ces fichiers et les porter à la connaissance du public ? Est-il nécessaire d'organiser l'accès aux fichiers à tous les partis politiques et syndicats ? Les citoyens pourront-ils accéder aux renseignements les concernant ? Faut-il mettre en place un organisme de contrôle des fichiers ?

Nous publions ici le préambule de la réponse du F.C.R.



Réponse du F.C.R.

● Avant de répondre précisément aux questions du syndicat de la magistrature, un préalable nous semble nécessaire. S'il est vrai que l'utilisation de l'informatique dans l'exploitation des fichiers introduit une « différence de nature » par rapport à leur traitement manuel, c'est l'existence même des fichiers, leur utilisation et la nature de leurs utilisateurs, qu'il nous semble falloir remettre en cause.

Les fichiers sont un des piliers nécessaires au fonctionnement de l'appareil d'Etat. Ces fichiers, pas plus que l'armée, la police ou la justice, ne sont neutres. Ils sont orientés dans un sens bien précis : on sait par exemple que l'armée, dans sa mise en fiches de « l'ennemi intérieur », vise les milieux de gauche et d'extrême-gauche. Pas l'UDR à notre connaissance. On sait que depuis 1968 les fichiers du Ministère de l'Intérieur sont principalement orientés contre l'extrême-gauche. On sait enfin que certains fichiers du Ministère du Travail comportent des indications précises sur les activités politiques et syndicales de personnes répertoriées.

Cas limite ? Peut-être. Il y a certes des fichiers « anodins », « neutres » : cadastre, santé, etc. Encore que leur neutralité puisse être mise à rude épreuve. Deux exemples

concrets : dans le fichier national des conducteurs sont portées les condamnations qui, bien que totalement étrangères à toute infraction au code de la route, affectent la détention d'un permis de conduire (on retire le permis de conduire dans certains cas à des détenus en semi-liberté). Or des employeurs peuvent avoir accès à ce fichier, et obtenir en conséquence des renseignements sur la situation pénale d'un individu qui devraient figurer dans le seul casier judiciaire, dont l'accès est lui strictement contrôlé (quoique des entorses de plus en plus fréquentes permettent à des employeurs, avec la complicité de la police, d'accéder au casier N° 2). On se doute d'autre part des usages qu'un Ministère de l'Intérieur peut faire d'un fichier sur la santé, lorsqu'on sait par exemple les pressions policières exercées sur les toxicomanes.

DETRUIRE LES FICHIERS

Il est certes indispensable et urgent de s'opposer dès maintenant à tout ce qui peut aggraver les menaces sur les libertés : l'interconnection des fichiers, l'extension de l'informatique, en sont un

exemple particulièrement important. C'est en ce sens que nous comprenons et approuvons en très grande partie les motifs du questionnaire du syndicat. Mais s'il est nécessaire d'engager une telle bataille pour la défense élémentaire des libertés, ce n'est pas suffisant.

Le socialisme pour lequel lutte le Front Communiste Révolutionnaire ne pourra être un simple aménagement du système actuel. Il devra, dans la société de transition, casser tous les instruments dont la bourgeoisie se servait pour assurer sa domination. Parmi eux, les fichiers, dont certains (tous ceux dressés contre le mouvement ouvrier) devront être non seulement ouverts, mais détruits. Dont d'autres (prétendus neutres) devront être entièrement recomposés et vidés de toute utilisation répressive. C'est ce qu'avaient fait les bolcheviks avec les fichiers de la police secrète tsariste après la révolution de 1917. C'est ce que n'a pas fait le régime Allende au Chili, ce qui a permis à la junte fasciste d'arrêter des milliers de personnes sur la base de fichiers anciens que le gouvernement d'Union Populaire avait gardés intacts.

Bureau Politique du Front Communiste Révolutionnaire

LA NOUVELLE REPUBLIQUE - VENDREDI 19 AVRIL 1974

SE LA VIE CHA

LA PERMANENCE DE L'UNION LOCALE DES SYNDICATS C.G.T. CAMBRIOLÉE DES FICHIERS ET LA CAISSE AVEC UN CHEQUIER ONT DISPARU

Les responsables de l'Union des Syndicats C.G.T. de Châtelleraud ont éprouvé un émoi bien légitime jeudi soir en pénétrant dans leur permanence installée dans les locaux de la Bourse du Travail, rue du Cognet.

En effet, ils devaient constater que la pièce avait été visitée par des cambrioleurs. (?)

Après un rapide inventaire, ils s'apercevaient que des fichiers comportant le nom des militants C.G.T. dans les diverses usines de Châtelleraud avaient disparu. De même la caisse de l'Union Locale, fermée à clé, a été dérobée. Elle contient une somme d'argent évaluée entre 250 et 300 F. environ, mais surtout un carnet de chèques postaux.

Les responsables de l'Union Locale C.G.T. ont immédiatement avisé les services des

sonne qui pourrait utiliser ces chèques comme mode de paiement. Les chèques sont libellés comme suit : Union Locale CGT Châtelleraud, C.C.P. 1698 50 V Limoges.

Aucun élément n'a pu être recueilli pour l'instant qui puisse indiquer s'il s'agit d'un acte commis par un vulgaire voleur sans autre but que de se procurer de l'argent, ou bien d'un acte ayant une autre portée, si l'on considère le vol du fichier.

Quand les polices officielles ne suffisent plus à ficher le mouvement ouvrier, on donne les polices officieuses. Ça va plus vite, et « on » prépare l'après-19 mai.

POUR LES LOCKOUTES DE LA BOURSE, SOLIDARITE NON-STOP

« Un sou est un sou ». C'est ce que pourraient déclarer les agents de change si on les interrogeait sur les raisons du lock-out prononcé le 4 avril à l'encontre des employés de bourse à la suite d'une semaine de débrayage aux heures des cotations. Et pourtant, comme l'a écrit la CGT dans une lettre ouverte au ministère des finances « un employé de bourse peut rapporter jusqu'à 100 000 milles francs par an de bénéfice net à son patron et ceci sans investissement de ce même patron. »

L'ASSEMBLEE GENERALE DES LOCK-OUTES

La grande salle de la bourse du travail est bondée. Comme tous les matins depuis le début du lock-out, les employés de bourse se sont réunis en assemblée générale pour discuter de la poursuite du mouvement et de l'évolution de la situation. Contrairement à ce que voudraient les agents de change, il n'y aura pas de vote aujourd'hui. La question ne se pose même pas : tous sont d'accord pour refuser en bloc les propositions patronales et pour exiger la levée du lock-out. L'assemblée générale commence avec un sketch, sous forme d'intervention d'un travailleur « immigré » (en réalité un employé français de la bourse) solidaire de la lutte des travailleurs français. L'atmosphère est détendue et l'AG a proprement parler, commence. L'essentiel consistera en une lecture commentée d'une lettre envoyée par la chambre syndicale précisant les propositions du patronat. Mais il y a aussi le compte rendu d'une intervention d'une cinquantaine de lock-outés dans l'émission radio RTL non-stop où Georges Moustaki, invité d'honneur, a dédié l'une de ses chansons aux lock-outés, « en signe de solidarité ».

QUAND LES BANQUES FONT ECOLE

A l'origine du lock-out la décision du personnel, intervenue à la suite de la rupture des négociations, d'effectuer une semaine reconductible d'arrêt de cotations. Cette forme d'action, proposée au sein de l'inter-syndicale par la CFDT, avait un double effet largement bénéficiaire pour les employés : d'une part elle ne provoque qu'une retenue extrêmement faible sur le salaire (les cotations de bourse ne s'effectuent que pendant un laps de temps très court, environ une heure), d'autre part, elle fait perdre autant aux agents de change que si la grève était totale. La réaction fut immédiate. Après six jours de grève, le lock-out général était prononcé. Les syndicats ont entamé une procédure pour mener l'affaire en justice. Mais personne n'a d'illusion, ce n'est pas par la justice qu'ils obtiendront satisfaction de leurs revendications.

Après trois semaines de lock-out, la situation est toujours la même : face aux revendications de l'inter-syndicale (maintien du pouvoir

d'achat par une pondération des indices INSEE, CGT et UNAF, « amélioration du pouvoir d'achat de 4 % », relèvement des bas salaires, contrat pour garantir les gratifications et paiement des jours de grève) les agents de change ont opposé une fin de non-recevoir. Après avoir accepté le principe d'une amélioration de 2 % et du paiement des jours de grève, la chambre syndicale vient de faire savoir que le ministère des finances s'y serait opposé. Il ne saurait donc plus en être question.

Si le CGC a appelé à la reprise, dès le deuxième jour du lock-out, les autres syndicats (CFDT, largement majoritaire, CGT, CFTC et FO) ont maintenu le mot d'ordre de grève qui avait provoqué le lock-out. Pour populariser leur lutte ils ont mis en place un ensemble de commissions (tracts, affiches, presse, etc...) en vue d'informer les travailleurs de leur mouvement. Hier ils ont vendu des oeillets aux portes des métros (1300 Frs de bénéfice net) ; lundi ils vendront du muguet...

J.Tonnac



Hier matin, les agents de change ont tenu un meeting à la bourse du travail.

dites moi, si Mitterrand passe... et les licenciements ?



● Aujourd'hui, le patronat planifie les licenciements par charettes entières : à Lip, à Rateau, c'est par centaines qu'ils étaient prévus. Ailleurs, c'est un par un qu'on se sépare des éléments les plus turbulents... ou les moins robustes. La logique du système capitaliste veut que ce soient les travailleurs qui fassent les frais de la « rentabilisation ». Les patrons rejettent les travailleurs « usés », « inadaptes » ou « superflus ». Ainsi le veut la loi du profit.

Les contraintes légales qui pèsent sur les employeurs sont très faibles : il est théoriquement plus difficile de virer un délégué syndical. En fait, les patrons ont très souvent la « Justice » pour eux : ainsi, le tribunal de Bressuire confirme le licenciement de la déléguée CFDT de Cerisay, Thérèse Albert (motif : a mené une grève « minoritaire » risquant de « mettre en péril l'entreprise » !). Et quand les travailleurs ont pour eux le droit, il faut voir avec quelle lenteur la justice opère. Il a fallu plusieurs années pour que soit réintégré le délégué CFDT Guy Robert qui avait été licencié de la Saviem à Caen.

Il y a en principe des indemnités de licenciement. Mais elles ne s'appliquent pas :

— en cas de faute professionnelle (au premier faux-pas : la porte...)

— en cas de mutation refusée par l'intéressé (à la Thomson CSF, il y a eu 2100 mutations en 69-70, 4000 en 71-72)

— en cas de départ volontaire (on te mène la vie dure jusqu'à ce que tu t'en ailles « de ton plein gré »).

Le programme commun prévoit que « tout licenciement qui ne serait pas accompagné d'une mesure de reclassement préalable dans des conditions équivalentes sera interdit ».

Mesure parfaitement justifiée, à condition de préciser quelles garanties auront les travailleurs pour qu'elle soit appliquée. On sait que 87 % des travailleurs continueront à travailler dans le secteur privé pour des patrons ; on sait que ces derniers auront toujours mille moyens de déguiser, voire de justifier « économiquement » des licenciements. Qui pourra s'y opposer ?

Le programme commun donne aux Comités d'Entreprise et aux Assemblées locales « des pouvoirs d'intervention nouveaux, avec effet suspensif, dans les licenciements collectifs ». Mais les CF sont des structures mixtes où siègent des représentants des patrons et des représentants des ouvriers, ces derniers n'étant pas révocables et pas soumis à un contrôle direct des tra-

vailleurs. Quant aux « assemblées locales », faudra-t-il compter sur celles où la droite est majoritaire pour défendre les droits de la classe ouvrière ?

Et qui tranchera ? Les inspecteurs du travail, dont beaucoup sont sourds et aveugles aux revendications ouvrières ? La « justice » avec les mêmes juges qui, pendant 20 ans, ont rendu des arrêts anti-ouvriers ? Et qui fera appliquer les décisions ? La police de Marcellin-Chirac « démocratisée » ?

Pour nous, s'il y a des hommes qui sont bien placés pour juger tout de suite si un patron cherche à maquiller un licenciement, et pour l'empêcher sur le tas, ce sont les travailleurs eux-mêmes, organisés à l'usine ou au bureau. Fux seuls, organisés en comités ouvriers (sans les patrons !), sur une chaîne ou dans un atelier, sont capables de contrôler tous les mouvements de personnel et de faire échec à toutes les tentatives de répression patronale. Fux seuls sont capables d'exercer efficacement un droit de veto sur tout licenciement, un droit de veto sur toute mutation non acceptée par l'intéressé.

Demain si Mitterrand passe, il faudra se battre pour imposer ce droit dans les faits.

F.L.

ils ne respectent pas la trêve



AUTOMOBILE : NON AU CHOMAGE ! REDUCTION IMMEDIATE DU TEMPS DE TRAVAIL !

■ Tous les ans, les mois de mars et d'avril sont une période d'augmentation des ventes dans l'automobile, moment guetté avec angoisse par les constructeurs, particulièrement cette année. Or cette année, les stocks d'inventaires s'accroissent.

A Volkswagen, en Allemagne, 65 000 travailleurs sont mis en chômage partiel jusqu'au 3 mai ; en France, les chaînes de production de Simca-Chrysler seront arrêtées les 29 et 30 avril, 20 000 travailleurs ne recevront qu'une moitié de salaire. Renault va mettre son usine de Sandouville en chômage les 2 et 3 mai. C'est Citroën qui est le plus touché des constructeurs européens. La direction de Citroën n'a jamais péché par excès de bavardage, mais elle n'arrive plus à démentir toutes les rumeurs de très grandes difficultés, de faillite imminente ou de satellisation par Renault ou Ford.

La mévente due au renchérissement du carburant intervient en même temps qu'une forte hausse du prix de l'acier (30 %) et des investissements importants dans les hauts de gamme (qui ne se vendent pas).

Citroën tourne à l'aigre.

La CFT, c'est bien utile, mais ça ne peut pas tout faire, les gros bras sont plus doués pour la matraque que pour la gestion.

LORIENT : LES GREVISTES REPARENT GRATUITEMENT DES VOITURES

■ Les ouvriers des garages lorientais, en grève depuis six semaines, ont pris une décision qui a fait sensation dans la ville : celle de travailler gratuitement sur les voitures des particuliers, en faisant à l'œil toutes les opérations d'entretien, de dépannage et de révision. C'est ainsi que lundi après-midi, pour commencer, une quarantaine de voitures ont été dépannées et lavées. Des tracts ont été distribués en ville pour aviser les automobilistes et faire connaître la lutte.

SEMM SAINT-NAZAIRE : 58ème JOUR DE GREVE

■ L'usine SEMM (Trigano-Carvelair) est toujours occupée. On entre maintenant dans la phase déterminante des négociations qui doivent reprendre aujourd'hui. A l'ordre du jour : le niveau des salaires et les avantages sociaux des travailleurs repris par le groupe. Sur l'emploi, des garanties ont déjà été obtenues : stages de reconversion rémunérés, reprise de 46 ouvriers et techniciens par la SNIAS St Nazaire. Mais en ce qui concerne les salaires, les premières propositions patronales étaient dérisoires.

La semaine dernière, à l'appel de la CGT et de la CFDT, les métallurgistes nazairiens avaient versé une heure de salaire pour le soutien. 1 million 400 000 AF avaient été recueillis.

Solidarité : CCP, Mairie de Trignac, mention : SEMM

BRINKS-FRANCE

■ Ça fait maintenant 26 jours. Pour relancer la solidarité, les travailleurs de la Brinks feront un meeting samedi, salle des Fêtes de Pantin, 104 rue Jean Lolive. Des artistes viendront ; on projettera le film « Coup pour coup ». Vente de bons de soutien aux grévistes : 5 francs.

RATEAU : LE CNPF OCCUPE !

■ Hier, en fin de matinée, des grévistes de Rateau et des travailleurs de la métallurgie parisienne ont envahi les couloirs du siège du CNPF, avenue Pierre 1er de Serbie, pour demander à être reçus par un responsable patronal.

LACQ : LOCK-OUT A NORDON

■ Après deux mois de grèves perlées « à l'italienne » (plusieurs débrayages par jour calculés pour bloquer les chantiers), la direction a réagi par un lock-out. Mais les travailleurs, qui mènent cette lutte sur la prime de déplacement, ne sont pas décidés à reculer : les tentatives de la direction pour utiliser la maîtrise ont échoué ; les grévistes vont se rendre à la maison-mère à Nancy.

HOPITAL DE FIRMINY : GREVE ADMINISTRATIVE

■ 407 agents hospitaliers en grève administrative depuis le 11 avril. Les soins sont donnés normalement. Le travail non lié directement à la sécurité des malades est supprimé. La lutte est engagée :

- * sur le problème des conditions de travail (infectes)
- * contre le pouvoir abusif du corps médical
- * pour une prime de chaussures et une prime de service promise par la direction pour 1973.

L'assemblée générale a prévu pour aujourd'hui une information en direction de la population (tracts sur le marché et « portes ouvertes » au pavillon 4).

CATERPILLAR : LE CAPITALISME ASSASSINE

■ Le 11 avril, à Echirrolles, un ouvrier de la ligne des réparations se trouve coincé entre une chenille et le carter de protection. Transporté d'urgence à l'hôpital, il est mort il y a une semaine. Ce n'est pas un accident ; avec les conditions de travail infernales imposées au personnel, c'était inévitable. Depuis la rentrée, bras et jambes arrachés, pieds écrasés ne se comptent plus. A l'annonce de sa mort, 95 % de l'équipe de jour a débrayé, l'équipe de nuit également. A l'usine de Grenoble, le jour de l'enterrement, les trois équipes ont débrayé 24 heures.



RIEBEN TEMOIGNE : « Depuis la mi-mars, la répression est devenue plus sélective »...

Dans quelles conditions s'est passée ton arrestation ?

Plusieurs flics en civil se sont présentés chez moi le jeudi 11 avril vers 12 h 30. Ils m'ont demandé de les suivre au service « d'investigaciones » pour soi-disant mettre à jour mon statut de résident étranger au Chili. A peine monté dans la voiture (une mini-austin jaune banalisée, ce qui m'a tout de suite paru bizarre pour un service de police officiel). Ils ont commencé à me bousculer un peu. Puis, alors que nous roulions, ils m'ont passé des menottes, couvert la tête et obligé à m'accroupir sur le plancher. Nous avons roulé ainsi près d'une demi-heure, probablement tournant en rond dans Santiago. Nous sommes ensuite arrivés dans un lieu dont j'ai appris plus tard qu'il s'agissait de l'Académie de guerre aérienne. Là, on a continué à, disons, me bousculer, puis on m'a mis dans une cellule, toujours les yeux bandés. En fait j'ai eu en permanence les yeux bandés durant la semaine passée entre les mains des sbires de Pinochet. Ces messieurs n'aiment pas se montrer à visage découvert. Très vite j'ai subi mon 1er interrogatoire.

Le marché était le suivant : ou tu dis ce que tu as à nous dire et dans les heures qui suivent tu es à l'aéroport dans le 1er avion en partance, ou alors on ne donne pas cher de ta peau. Ce qu'ils voulaient que je leur dise : le nom, les coordonnées de mes supposés « informateurs » sur la situation chilienne, sur l'activité des organisations de gauche et surtout sur le MIR qui semble bien être leur bête noire. Devant mon peu de coopération, le second interrogatoire et ceux qui ont suivi ont pris une tournure différente. Coups de pieds, coups de poings systématiques dans l'estomac et sur le crâne.

Mais aussi des méthodes plus classiques, plus raffinées aussi : l'électricité par exemple. Les officiers m'ont attaché sur une table et m'ont posé des électrodes sur le sexe, dans l'anus et aux oreilles. Pour des séances d'une demi-heure. La douleur est atroce, comme si on t'arrachait le sexe et les jambes. Les méthodes psychologiques ont été également utilisées. On me faisait croire que ma compagne avait été arrêtée elle aussi, qu'elle se trouvait dans la pièce à côté et que si je ne parlais pas, c'est elle qui paierait. Un peu plus tard des cris de femmes apparemment torturées s'élevaient de la pièce voisine. En fait, en dehors de leur brutalité, de leur bestialité, ces tortionnaires n'ont cessé de révéler au cours des interrogatoires leur incroyable connerie. Par exemple, ces messieurs ont trouvé chez moi un article sur les méthodes employées par les tortionnaires de cette même académie militaire. L'article mentionnait de nombreux noms de tortionnaires. Or celui qui dans mon cas semblait être le dirigeant des opérations n'était pas mentionné : ce qui m'a valu une bordée d'injures et de violences particulières de ce petit chef furieux de ne pas figurer au palmarès public.

Ton arrestation s'inscrit-elle dans une nouvelle vague de répression ?

En fait, c'est depuis la mi-mars qu'une nouvelle vague de répression d'une ampleur et d'une brutalité toute nouvelle s'est abattue sur le Chili. Depuis cette date, les arrestations se multiplient, individuelles ou collectives, beaucoup plus sélectives qu'auparavant. Arrestations ou disparitions sont quotidiennes. Ceux qui sont arrêtés et convaincus d'être à un degré ou à un autre des militants politiques, disparaissent à tout jamais sans laisser de traces.

Cela évite des heures supplémentaires aux juges des tribunaux militaires. Ce nouveau développement de la répression correspond à une nouvelle organisation des forces répressives ou plutôt à leur développement spectaculaire.

Depuis plusieurs mois, des milliers de jeunes surtout des jeunes de l'ex-parti national, mais aussi de « Patrie et liberté » sont formés et intégrés dans les différents services de police ou de l'armée. Ces nouvelles recrues sont mises directement au service de la D.I.N.A. (Dirección de inteligencia nacional), l'organisme de coordination des différents services de renseignements et de police, qui est sous le contrôle direct de la junte. Cela permet l'organisation d'un quadrillage systématique des villes du pays et notamment du centre de Santiago. Quadrillage d'un genre particulier. Des militaires en uniforme sont remplacés par d'anodins promeneurs ou même par de pseudo-gauchistes aux cheveux longs et à la tenue « hippie ». Jour et nuit, ils surveillent la foule, à la recherche du moindre comportement suspect (attentes trop longues au coin d'une rue, rencontre apparemment peu fortuites, etc.). Cette prolifération d'agents de la répression ne se manifeste pas uniquement dans la rue. Les usines « embauchent » maintenant systématiquement des flics, des délateurs professionnels ; camouflés en ouvriers et grassement payés (environ 10 fois le salaire d'un ouvrier), ils sont chargés d'observer tout ce qui se passe dans l'usine. Réunions éventuelles, contacts des ouvriers avec des éléments extérieurs à l'entreprise à la sortie du travail, comportement individuel de chaque ouvrier. Cela pour prévenir toute activité syndicale ou politique et aussi toute forme de sabotage de la production.

Que se passe-t-il actuellement dans le mouvement ouvrier ? Y-a-t-il eu récemment de nouvelles grèves comme ce fut le cas en décembre et en janvier ?

Vue l'importance du quadrillage policier, de la censure, il est très difficile, même sur place d'avoir une idée d'ensemble de ce qui se passe. Malgré tout, parviennent des échos de sabotage de la production, de ralentissement systématique des cadences ou même de grèves. On connaît par exemple le cas des ouvriers d'une petite usine métallurgique ; les boudons fabriqués allaient systématiquement dans le dépôt d'ordures voisin... Dans les chantiers de construction du métro ont eu lieu récemment une série de grèves perlées. Dans ces mêmes chantiers, il arrive qu'on trouve le matin des inscriptions, bien vite effacées, hostiles à la junte, à Pinochet. Le plus souvent, ces actions sont durement réprimées comme ce fut le cas lors de nombreuses grèves en décembre et janvier. Ces grèves, ces actions visent des objectifs immédiats : contre les licenciements, pour une hausse des salaires. La montée vertigineuse des prix continue, réduisant une bonne partie des travailleurs à la misère totale. Quant aux chômeurs, ils sont réduits à la mendicité. Jamais on n'a vu un tel nombre de mendiants, de jeunes surtout, dans les rues de Santiago. Et ils se multiplient de jour en jour.

Et la gauche ?

Il y a très peu de signes visibles d'activité des différents partis de la gauche. Les partis de l'UP, détruits après le coup d'Etat, n'apparaissent guère sous une forme ou sous une autre. Seuls quelques noyaux de militants, ici et là, semblent avoir une vie organisation-

nelle ; et encore ceux-là restent-ils très limités. De fait, avec les nouvelles dimensions prises par la répression ces dernières semaines, les processus de restructuration projetés ou entamés ici et là sont rendus encore plus difficiles. Même le MIR qui avait en tant qu'organisation révolutionnaire bien résisté au coup d'Etat et dont la direction - à l'exception de Bautista Von Schouwen - est intacte, au travail à l'intérieur du pays, connaît de grandes difficultés pour s'adapter aux nouvelles conditions de la répression et jeter les bases de la résistance à la dictature.

Quel est selon toi le rôle du mouvement de solidarité dans ce contexte ?

Il a été et reste fondamental. Pour aider toutes les victimes de la répression fasciste, pour redonner confiance aux travailleurs, aux militants chiliens, en leur faisant savoir qu'ils ne sont pas seuls dans le très dur combat qui est le leur aujourd'hui. De plus, les militaires sont extrêmement gênés par le développement du mouvement de solidarité à l'échelle mondiale. Ils ont besoin d'une aide massive des puissances impérialistes et ils doivent donc soigner un peu leur image, ou tout au moins se faire discrets. C'est pourquoi, toutes les actions dénonçant, expliquant ce qui se passe là-bas, toutes les actions pouvant mener à un boycott effectif du régime militaire sont importantes. Ce qui s'est passé pour moi en est un bon exemple. La très large et très rapide campagne, notamment en Suisse, qui a immédiatement suivi mon arrestation, le fait qu'elle ait été immédiatement repercutée au Chili et connue des militaires a été l'élément décisif pour ma libération.

Interview recueillie par J.P. B.

Italie Avant le referendum sur le divorce ATTENTATS FASCISTES CONTRE LES LOCAUX DES PARTIS OUVRIERS

A trois semaines du référendum sur le divorce, la tension monte en Italie. Dans la seule journée de mardi, deux attentats ont été perpétrés contre des locaux de partis ouvriers et deux autres contre des sièges de l'administration nationale. La diversité des lieux où les bombes ont explosé démontre que cette action a été combinée et préparée de longue date, bien que ses auteurs se réclament d'organisations différentes.

L'une « Groupe pour l'ordre noir, section MISHIMA » revendique la destruction du siège du

parti socialiste près de Lecco et celle d'un bureau de perception à Milan.

L'autre, encore inconnue hier, « Brigades populaires Ordre nouveau » affirme que la coupure de la voie ferrée Florence Bologne est son œuvre.

Quant à l'explosion devant la « Maison du peuple » de MOIANO, elle n'est jusqu'à cette heure revendiquée par personne. Signalons qu'à ce propos les syndicats de PEROUSE et LECCO ont déclenché après ces attentats des grèves de protestation.

D'autre part, la police met tout en œuvre pour retrouver le substitut du procureur, Sossi, enlevé voilà cinq jours par les « Brigades rouges ». Le déploiement des forces semblait fort, avant hier à un état de siège. Des perquisitions ont été effectuées chez de nombreux militants d'extrême-gauche, à MILAN, à TURIN, etc.

Cette situation n'est pas sans rappeler la période où fut mise en place la fameuse stratégie de tension (1969)

Des attentats, des actions inconsidérées et la démocratie chrétienne se sert aussitôt de ces arguments pour mener une répression féroce contre les révolutionnaires.

Quant au PCI, il continue contre vents et marées à proposer à la démocratie chrétienne (jumelle de la D.C. chilienne) une lune de miel non-stop, qualifiée sans pudeur par les stalinien de « compromis his-

Mardi, les trois centrales syndicales appelaient les un million sept cent mille ouvriers agricoles à se mettre en grève, pour des augmentations de salaire. Ceux-ci en effet, sont particulièrement dérisoires, notamment dans le sud.

De l'attaque de locaux à celle de grévistes, le pas n'est pas difficile à franchir pour les fascistes.

L'auto-défense ouvrière s'impose aujourd'hui en Italie.

ET SI MARIE AVAIT
PLAQUÉ JOSEPH, HEIN ?



JANE FONDA A HANOI

■ Parce que la guerre n'est pas terminée. Parce que l'offensive révolutionnaire se développe au Cambodge. Parce que l'armée de Saïgon viole continuellement les accords avec l'aide de plus en plus substantielle des Etats-Unis, le soutien aux peuples d'Indochine continue. Jane Fonda a tenu à Hanoi une conférence de presse. Revenant d'un voyage au Sud Vietnam, elle a dénoncé l'aide des USA à la dictature de N.V. Thieu. Elle a relaté l'atterrissage des hélicoptères américains près de Quang Tri et à la limite des zones libérées.

Dans le même temps, l'offensive des Khmers Rouges se poursuit. Après la déroute de Kompong Luong, les fantoches subissent de lourdes défaites à Koh Krobey. Des combats ont également lieu à Prey Veng et Kampotville. Ces combats préfigurent l'offensive généralisée contre le régime de Lon Nol dans les mois qui viennent.

POLLUTION : PROFIT D'ABORD

■ Après 8 mois de tergiversations, une des principales mines de fer des USA venait d'être fermée. Elle déchargeait 6.700 tonnes de déchet par jour dans le lac Supérieur à un endroit où est pompée

l'eau « potable ». Croire que c'est une raison suffisante pour arrêter l'exploitation, c'était sans doute être naïf. Au pays du capitalisme-roi, une mine qui produit 15 % du minerai du pays, ça prime tout. La décision de fermeture vient d'être suspendue, la pollution reprend donc et le profit aussi.

LA LUTTE AU DHOFAR

■ Saoutal Saoural (la voix de la révolution) organe du FPLOGA (Front populaire de libération d'Oman et du Golfe arabe) vient de lancer un appel :

« A l'heure où le Sultan Kabous rend visite au Shah d'Iran et alors que les troupes iraniennes sont de plus en plus nombreuses sur la terre omanienne, le silence n'est plus acceptable »

Depuis 8 ans en effet, ignorés de beaucoup, les guerilleros du Dhofar mènent une guerre populaire dans des conditions extrêmement difficiles. Démunis de tout, ils affrontent quotidiennement la barbarie impérialiste la plus moderne. La lutte s'étend de la campagne l'expropriation des féodaux, distribution de terres, émancipation des fem-

mes) aux quelques villes existantes.

Aujourd'hui, les troupes du Sultan, entraînées par des « conseillers » britanniques et appuyées par des iraniens et un contingent jordanien sont passées à l'offensive. Certaines informations font état de la présence de 10.000 soldats saoudiens. Le F.P.L.O.G.A. a repoussé l'armée ennemi.

ARRESTATION D'UN DIRIGEANT DU MIR

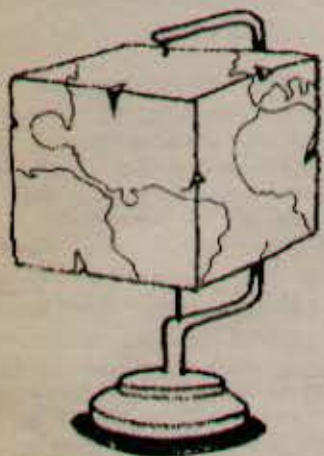
■ La répression est toujours la tâche No 1 de la junte fasciste.

Les militaires chiliens viennent d'arrêter Victor MOLFIQUEO dirigeant du « Mouvement révolutionnaire paysan » dirigeant du MIR.

Il a été arrêté avec six autres militants. Notre camarade aurait été blessé au cours de l'arrestation.

Cela préfigure le dur interrogatoire auquel les assassins les soumettent.

Exigeons la libération de Victor et de ses camarades. Intensifions la solidarité et la diffusion de l'information seule capable de faire reculer les meurtriers.



aux
quatre
coins

Le PS et les cadres de réserve

CES OFFICIERS
NOUS INTERESSENT !

● Un Pinochet lui-même n'y retrouverait pas ses petits : les organisations de « cadres » (officiers et sous-officiers) se multiplient comme champignons après l'ondée.

Trois associations viennent de se créer : la CORAN (officiers de réserve), la CSORAM (sous-officiers de réserve) et le CCRAN (cadres de réserve). Et quand on sait qu'il en existe déjà deux autres : l'UNOR et la Fédération des cadres de réserve républicains...

En fait, les choses sont simples : les trois associations récemment fondées sont une pure et simple création du PS. A leur tête se retrouvent les Hernu, Chevènement, Pontillon et un certain Georges Sauge dont le nom nous rappelle quelque chose...

Pourquoi cette opération politique ?

— Tout imbu qu'il est de crétonisme réformiste, le PS n'a pas été sans sentir passer sur son échine quelques frissons chiliens en entendant certains propos martiaux qui se multiplient dans le haut encadrement : les discours de Beauvalet, Bigeard et autres responsables de l'UNOR précisément...

— Et puis, la gauche, globalement, a très mauvaise image de marque auprès des cadres militaires. A tort plutôt qu'à raison, elle est assimilée au péril rouge, pimenté de l'anti-militarisme de la jeunesse que l'on suppose entretenu en sous-main par la gauche « anti-nationale ». Pour le PS, il s'agit en parti national responsable, de briser à tout prix cette image fautive et inquiétante.

BONNE VOLONTE

Et d'abord en donnant des gages de bonne volonté. En se situant sans ambiguïté dans le cadre inchangé de la Défense Nationale de toujours. Hernu et le général Becam, les théoriciens de cette opération, le disent sans ambages : il s'agit de réconcilier la Nation avec son armée, de revaloriser la condition militaire, il n'est pas question de remettre en cause la « force nucléaire stratégique »...

Soit dit en passant, un sacré coup de pied dans l'édifice branlant du chapitre « Défense nationale » du programme commun...

Le projet du PS est limpide : les

apprentis Pinochet n'étant qu'une infime minorité dans l'armée bourgeoise, il est possible de renverser le courant d'opinion au sein des officiers en créant un pôle d'attraction autour des officiers « démocrates ». Le général Becam est catégorique :

« Même si l'armée de 74 recèle encore des noyaux d'extrême-droite, elle n'en est pas à organiser un putsch pour empêcher un socialiste de conquérir ou de conserver la présidence de la République ».

Nous en recauserons dans 6 mois, si Mitterrand passe, M. le général...

DU « DEJA VU »...

Bref, pour aller de l'avant, la rose entre les dents, dans la voie du socialisme à la suédoise, constituons une sorte de franc-maçonnerie démocratique dans l'armée. Et le premier Bigeard qui montre son nez aura une tapette... Quant au contingent, eh bien, qu'il continue à la fermer et à trier les lentilles. On ne construit pas le

socialisme à visage humain avec de la chair à canon. Le général Becam remplacera Beauvalet, mais dans les casernes, tout reste en l'état.

Des projets rose bonbon qui ressemblent à s'y méprendre à ceux d'Allende : s'appuyer sur l'aile franc-maçonne et démocrate de l'armée chilienne, les Prats et les Bachelet, contre les factieux, et se drapent naturellement dans les oripeaux du jaressisme...

Le dénommé Philippe de Gaulle, dit Sosthène, vient de fournir une excellente occasion à la CORAN de se mettre sur orbite : sitôt sa décision de voter Chaban proclamée, Hernu s'est mis à bombarder Galley de questions : N'est-ce pas une infraction à « l'obligation de réserve » ? Ce n'est pas seulement de la cuisine, c'est presque un symbole : ces gens-là croient vraiment que l'armée peut être « neutre » et viendra s'asseoir sagement sur les genoux de Mitterrand... Possible. A condition, bien sûr, que ce dernier retrouve la veine de 56, « la négociation c'est la guerre »...



Les 7 % ça n'existe pas !

■ Un parachutiste de 20 ans, Flaubert Blémond, antillais, est mort à l'hôpital militaire de Toulouse après un long coma. Comment ? Pourquoi ? Nul ne le sait, même pas ses parents. Secret

militaire... Quand on se rappelle qu'en 72 un jeune para, tombé de fatigue au cours d'une marche à Buzet sur Tarn avait été traîné au bout d'une corde et roué de coups jusqu'à l'inconscience...

encore
chaud

PORTUGAL : PREPARATION DU 1er MAI

■ Plusieurs dizaines de personnes ont été violemment dispersées après avoir manifesté en distribuant un tract d'appel pour la manifestation du 1er mai. Au centre de Lisbonne, des inscriptions appelant dans la rue ont été badigeonnées. Tout rassemblement étant interdit, des arrestations ont déjà eu lieu préventivement à Lisbonne et à Porto. Les luttes ouvrières et l'opposition croissante aux guerres coloniales du Mozambique, d'Angola et de Guinée seront sans nul doute au centre des manifestations organisées clandestinement pour ce 1er mai.

LES PME : « VOTEZ, MAIS SERIEUX » !

■ Jamais peut-être un chef d'entreprise n'avait fait preuve d'autant de lucidité : « Le système électoral, écrit Léon Gingembre, président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises, donne l'impression que l'on va jouer au tiercé et que l'on fait un pari sur un jockey ». Et d'ajouter : « L'homme que l'on appelle le prési-

dent est prisonnier de ses amis et de leurs idées bien plus que des promesses qu'il a pu faire à ses électeurs »... Léon Gingembre appelle-t-il pour autant à l'abstention ? Pas du tout : « il faut voter » ! Mais bien voter : il faut « rechercher celui dont le programme et les déclarations correspondent le plus à la défense des principes qui sont à la base de toute société vraiment libre. C'est à dire la liberté d'entreprise » et bien sûr « le profit, récompense du risque encouru et moteur du progrès ».

BELGIQUE : LE PREMIER LOCK-OUT DEPUIS 1945

■ Les 5000 ouvriers des Ateliers de Construction Electrique de Charleroi, en grève depuis le 1er avril, contre les licenciements et pour une augmentation de salaires, ont été lock-outés vendredi dernier. Cette manœuvre de la direction est vraiment peu courante en Belgique, puisqu'il s'agit du premier lock-out total depuis 1945. Mais le prétexte invoqué par le patronat ressemble à celui

de tous les patrons du monde : « échec des négociations avec les employés ». Dans cette période de montée des luttes, avec la crise gouvernementale que traverse le pays, cette attitude dure du patronat se heurtera à une réponse vigoureuse du prolétariat belge.

JUSTICES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

■ Un détenu de la prison de la Santé, Carlo Niola, est menacé d'extradition vers son pays d'origine, l'Italie. Il y est recherché pour avoir participé à une manifestation en Sardaigne contre l'expulsion des locataires pauvres d'une ville où doit être installée une zone résidentielle destinée aux officiers de l'OTAN. La justice italienne accuse Niola d'outrages et violences à agents. La Chambre d'Accusation de Paris doit trancher le 29 avril sur cette demande d'extradition, d'autant plus inquiétante qu'il n'existe aucun accord officiel entre la France et l'Italie quand il s'agit de délits politiques.

hier au conseil des ministres

ON EST RESTE POLI

● Au cours du Conseil des Ministres qui s'est tenu hier, M. Alain Poher est intervenu pour rappeler que « Quelle que soit l'animation que prenait la campagne, celle-ci se déroule dans la dignité ».

Sur ce point, on attend toujours la réponse à la lettre ouverte que lui a adressée Arlette Laguiller dénonçant la perquisition « sauvage » et le vol de matériel dans un appartement où travaillaient des militants de Luttes Ouvrières.

M. Alain Poher a aussi « manifesté sa préoccupation de maintenir l'activité audio-visuelle dans le pays et en dehors du pays dans des formes qui respectent l'équité entre les candidats ». Le problème qui est posé est celui du débat entre F. Mitterrand et V. Giscard d'Estaing sur un poste périphérique et qui serait retransmis par la télévision monégasque, ce qui reviendrait à tailler une brèche supplémentaire dans le monopole de l'ORTF.

M. Messmer a souligné que ce problème était en ce moment même soumis à la commission de contrôle et que le ministre de l'Information recevrait comme instruction d'accé-

der aux recommandations de la Commission nationale de contrôle.

L'ineffable Lecat, pour rester dans la tradition de son défunt « patron » devait adresser un hommage aux journalistes de l'ORTF qui paraît-il supportent un fardeau à la limite de ce qui est possible (tiens ! tiens !), que voulez-vous c'est parfois difficile d'être la voix de la France !

A propos des postes périphériques, nous attendons toujours un éventuel passage de Alain Krivine ou Arlette Laguiller à Europe No 1 ; là aussi il semble qu'un choix ait été fait...

Enfin, il paraîtrait que le Conseil des ministres s'est déroulé dans une ambiance sereine. La précision méritait d'être apportée, tout le monde n'a pas encore comme M. Lecat un pied chez Chaban et l'autre chez Giscard.

La raison de cette sérénité faut-il la chercher dans le saupoudrage de mesures électoralistes qui a été décidé ? Les sabots de MM. Messmer et compagnie sont de plus en plus gros.

Ce cher Georges Sauge

● Ce cher Georges Sauge ! On le croyait définitivement passé dans une bouche d'égoût. Et puis le voilà en bonne place à la tête de la CORAN, grand théoricien du catholicisme national, après avoir, paraît-il, flirté dans sa jeunesse avec le communisme. Ce vilain petit bonhomme peut se targuer d'avoir été, pendant la guerre d'Algérie, l'inspirateur de tous les officiers amateurs « d'action psychologique » et d'intrigues, l'impénétrable père nourricier de leur anticommunisme...

Voici d'ailleurs ce qu'en disaient quelques personnes compétentes :

« Ains, les thèses de la Cité Catholique et, plus nettement encore, celles de Georges Sauge, devinrent-elles les thèses officielles de l'action psychologique »

« M. Sauge, directeur du Centre d'Etudes Supérieures de Psychologie Sociale, a pu faire des conférences dans toutes les grandes é-

coles militaires, de Polytechnique à Coëtquidan, sans contrepartie ni contradiction. Il a pu discourir à loisir sur « l'Armée face à la guerre psychologique » devant le général Jouhaud, alors chef d'état-major de l'armée de l'air. » (in Fauvet et Planchais : « La fronde des généraux »)

« Aux officiers angoissés par l'ampleur des campagnes contre les tortures, les idées de M. Sauge apportent le réconfort d'une sorte de justification religieuse de la guerre d'Algérie. » (P.M. de la Gorce : « La République et son Armée »)

Quand on saura qu'en février 1958, il participa au meeting du Front National du Combattant à Paris avec Le Pen et le commissaire Dides et le fasciste Martel, on aura fait le tour de la question...

C'est M. Chevènement qui doit être content d'avoir un excellent collaborateur comme celui-là...

le quotidien
ROUGE10, impasse Guéméné
PARIS 7504
272-88-96 272-68-82

L'AVENIR GRAPHIQUE

Le directeur de publication :
Daniel Bensaid